

Questions orales

Jeudi, nous allons rencontrer à Bruxelles le commissaire des pêches de la Communauté européenne, M. Morin.

Nous ne relâchons pas nos efforts. Nous espérons faire d'autres progrès contre la surpêche étrangère.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre a eu l'obligeance d'énumérer un certain nombre des causes de la crise dans l'agriculture canadienne. Il est dommage qu'il n'ait pas mentionné une autre cause importante, soit les taux d'intérêt élevés causés directement par l'appui que le gouvernement accorde à la politique de la Banque du Canada.

Le ministre nous parle également du très intéressant voyage qu'il va faire à l'étranger. J'espère qu'il s'amusera bien, du moins quand il sera en Irlande. Mais je veux lui demander tout particulièrement pourquoi le gouvernement ne fait rien pour mettre fin à la surpêche que pratiquent les étrangers dans des eaux qui sont clairement canadiennes.

[*Français*]

Monsieur le Président, dans son rapport, M. Harris a déclaré, et je cite: «Toutes les activités de pêche étrangères doivent être arrêtées le plus vite possible et il faut mettre fin immédiatement à la surexploitation de l'océan par les flottes étrangères.»

Alors, monsieur le Président, le ministre accepte-t-il l'analyse de M. Harris, et en particulier cette recommandation numéro 6? Et dans l'affirmative, va-t-il prendre dès aujourd'hui les mesures qui s'imposent?

[*Traduction*]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la Chambre peut se compter chanceuse que le député n'ait pas l'*Encyclopaedia Britannica* sous la main, car il nous la lirait.

Quant aux taux d'intérêt, le député compte probablement les plus longs états de service de nous tous à la Chambre. Pendant tout le temps où il a siégé du côté ministériel, il a appuyé un gouvernement qui appuyait la Banque du Canada. Tout au long des années où les taux atteignaient 22 et 23 p. 100, le député a appuyé la Banque du Canada et a appuyé le gouvernement libéral de l'époque. Pourquoi vient-il maintenant poser une question aussi hypocrite, monsieur le Président, alors que nous poursuivons une tradition qu'il a lancée?

L'AGRICULTURE

M. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser au ministre une question semblable au sujet des mesures pitoyables que le gouvernement a annoncées vendredi.

M. le Président: Ces échanges durent depuis un bon moment. Je demanderais au député d'en venir au fait le plus vite possible.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, le ministre ne se rend-il pas compte que le gouvernement a déjà réduit de près de 10 milliards de dollars les paiements de transfert aux provinces de l'Ouest?

Le ministre ne convient-il pas que l'agriculture est clairement une responsabilité fédérale en raison de la situation internationale?

Ne se rend-il pas compte que le programme annoncé vendredi sera discriminatoire envers les petites provinces des Prairies, parce qu'elles ne peuvent tout simplement pas se permettre d'accorder des subventions équivalentes? Il s'ensuivra que les fermes familiales de l'Ouest disparaîtront. Le gouvernement n'est-il pas conscient de ce qui se passe dans l'Ouest?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la Chambre n'ignore plus désormais que les déclarations du député d'en face ont beau être simples, elles ne sont pas nécessairement exactes. L'allégation du député n'est sûrement pas exacte.

Le député sait-il que les provinces de l'Ouest, par exemple, sont en bonne posture financière, comparativement au gouvernement du Canada, en ce qui concerne le service de la dette publique? Sait-il que le gouvernement fédéral doit consacrer 35c. pour chaque dollar de recettes au service d'une dette accumulée par le gouvernement dont faisait partie le député? Par contre, en Saskatchewan, le service de la dette ne coûte que 9c. par dollar de recettes. En Alberta, c'est 8c. par dollar de recettes, etc.

Malgré cela, le gouvernement fédéral a dépensé deux fois et demi plus que toutes les provinces réunies en agriculture en 1988-1989. Le député le sait-il? Sait-il que les provinces et le gouvernement fédéral ont des responsabilités égales en matière d'agriculture et que nous espérons qu'elles débourseront un montant égal à notre